

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 51 (2024)
Heft: 4: Le fardeau des paysans suisses : se sentant démunis, ils donnent de la voix

Rubrik: Nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mustafa Atici



Il est le premier conseiller d'État du canton de Bâle-Ville à être issu d'un contexte migratoire. Né en 1969 en Turquie, Mustafa Atici est arrivé en Suisse à 23 ans, pour y faire des études. À Bâle, ce Kurde turc a trouvé une nouvelle patrie, fondé une famille et, après des études d'économie, monté une entreprise gastronomique. Ses filiales de kebab sont connues dans toute la ville et présentes jusqu'au stade de football Saint-Jacques. C'est là qu'on trouve ce fan déclaré du FC Bâle les jours de match. En 2001, Mustafa Atici est entré au Parti socialiste (PS) et, trois ans plus tard, au parlement cantonal, où il a fait de la politique pendant près de 14 ans. En 2019, il est parvenu à se faire élire au Conseil national, mais n'a pas été réélu en 2023. Ce printemps, l'homme a décroché un premier mandat gouvernemental dans son canton: pour lui, son élection est «un succès pour la diversité». Il souligne qu'à Bâle, «un Mustafa ne doit plus détonner». Ce canton urbain compte en effet de très nombreux habitants d'origine étrangère. Mustafa Atici n'a pas hésité à se faire naturaliser. Et il encourage les autres à faire de même: «Nous vivons et travaillons ici: nous avons donc notre mot à dire.» Responsable du département de l'éducation, il souhaite promouvoir encore davantage l'intégration à l'avenir. Lorsqu'il siégeait au Parlement déjà, il s'est battu pour que les enfants des migrants apprennent une langue nationale avant même d'être scolarisés. Mustafa Atici parle lui-même le bon allemand avec un accent perceptible. Il réagit avec décontraction au reproche selon lequel son allemand n'est pas exempt d'erreurs. En revanche, les attaques qu'il a subies du fait de son origine au cours de la campagne électorale le laissent songeur. En 20 ans de politique, a-t-il relevé dans plusieurs interviews, il n'avait jamais rencontré autant de haine. Cela l'a blessé, car il se sent patriote: «J'aime Bâle et j'aime la Suisse.»

THEODORA PETER

La Conférence sur la paix en Ukraine s'achève sur un résultat modeste

La Conférence sur la paix en Ukraine, qui s'est tenue les 15 et 16 juin 2024 à l'hôtel de luxe du Bürgenstock, sur les hauteurs du lac des Quatre-Cantons, est considérée comme le plus grand rendez-vous diplomatique jamais organisé par la Suisse. À l'initiative de cette dernière, des délégations de plus de 90 pays se sont rassemblées, avec notamment les chefs d'État allemand, français, britannique, italien, canadien et espagnol ainsi que la vice-présidente américaine Kamala Harris. Avant la conférence déjà, la présidente de la Confédération, Viola Amherd, et le ministre des affaires étrangères, Ignazio Cassis, hôtes de l'événement, tempéraient les attentes liées à ce sommet. La déclaration finale de la conférence constitue du moins une prise de position claire, puisqu'elle parle de la «guerre de la Russie contre l'Ukraine», désignant donc expressément la Russie comme l'agresseur. Ce communiqué demande le respect de la souveraineté de l'Ukraine et la sécurisation de la centrale nucléaire de Zaporijia, menacée par le conflit armé en cours. Il qualifie d'inacceptables les attaques contre les exportations ukrainiennes de céréales, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire ne devant «en aucun cas devenir une arme». Viola Amherd dresse ce constat: «Nous avons atteint ce qu'il était possible d'atteindre.» Immédiatement après la conférence, les observateurs politiques estimaient que le fait que toutes les délégations n'aient pas voulu signer la déclaration finale était un revers pour la Suisse en tant que pays hôte et acteur diplomatique. Douze des États participants ne l'ont pas signée, notamment l'Inde, l'Arabie Saoudite et l'Afrique du Sud. Compte tenu du fait que leurs relations avec la Russie sont intactes, certains de ces pays pourraient jouer un rôle de médiateur. Ainsi, à la veille de la conférence, on spéculait en Suisse sur le fait que l'Arabie Saoudite organiserait peut-être une deuxième conférence, avec la participation de la Russie. Les déclarations finales ne disent toutefois rien à ce sujet.

(MUL)

La déclaration finale de la conférence du Bürgenstock (exclusivement en anglais): www.revue.link/summit

La Suisse augmente ses dépenses militaires

La décision du Conseil fédéral d'augmenter le budget de l'armée suisse est clairement liée à l'agression russe en Ukraine. En février, le gouvernement a présenté un paquet de plus de 30 milliards de francs au total pour les quatre prochaines années. En juin, le Conseil des États a déclaré vouloir augmenter davantage et plus rapidement les dépenses militaires, en prévoyant près de quatre milliards de francs supplémentaires. Il souhaite également que la Suisse prévoie plus d'argent pour acheter plus vite des systèmes de défense aérienne. Selon la majorité du Conseil des États, une part essentielle de ces dépenses supplémentaires pourrait être prélevée sur l'aide au développement. Les dés ne sont toutefois pas encore jetés, car le Conseil national doit encore se prononcer sur cette question. (MUL)